



SYNDICAT DE L'ENCADREMENT
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
(SEJS)
UNSA-Education

Paris, le 26 janvier 2023

Monsieur le Ministre,

Je viens d'être élu secrétaire général du SEJS UNSA-Education sur une ligne syndicale claire : les collègues inspecteurs de la jeunesse et des sports (IJS) qui forment l'essentiel de nos syndiqués (près de 50 % du corps) veulent être traités de la même façon que leurs homologues des autres corps d'inspection de l'Éducation nationale, tant sur le plan des promotions, que sur le plan indiciaire ou indemnitaire. Ils revendiquent également un positionnement au-dessus de celui des corps encadrés, ainsi qu'une reconnaissance et une place dans les services leur permettant, en tant que corps d'encadrement du ministère, une mise en œuvre opérationnelle des politiques que vous portez.

Je tiens à attirer votre attention dans ce premier courrier, sur **le niveau indigent des taux de promotion** des IJS parus dans l'arrêté du 13 décembre 2022. Malgré la volonté expressément affichée par la direction de l'encadrement (document remis le 13 octobre 2022) de « *viser un retour progressif aux taux de 2018 (...) et ainsi d'envoyer un signal positif aux agents du corps des IJS* », force est de constater que les taux de promotions prévus pour 2023-2025 sont restés identiques aux précédents : 15% des promouvables pour l'accès à la hors classe et 10% pour l'accès à la classe exceptionnelle. En comparaison, nos collègues IA-IPR et IEN bénéficient de taux de promotion de 30% pour le passage au deuxième grade.

C'est un traitement plus qu'inéquitable. Le résultat, c'est la promotion en 2022 de seulement 12 collègues sur **311 IJS pour la France entière**, dans un corps de cadres supérieurs qui a de surcroît une grille indiciaire défavorable par rapport aux inspecteurs du temps scolaire (**3589** au total). Cette double peine, (*voire triple, si l'on y ajoute le traitement indemnitaire moindre, malgré une revalorisation récente*), constitue pour les IJS sous votre autorité, un marqueur de déclassement persistant pour l'ensemble des collègues, qu'ils soient DRAJES, directeurs ou directeurs-adjoints de CREPS, DTN, chefs de SDJES ou chefs de pôles régionaux, chefs de services ou de bureaux... Cette absence de perspective risque d'amplifier le phénomène constaté de « fuite » des IJS, notamment des fonctions d'encadrement dans les services déconcentrés.

Le champ de la jeunesse, des sports, et de l'engagement citoyen, sur les temps périscolaires et extrascolaires, a toute sa place au côté de l'éducation formelle et ne doit pas être considéré comme moins important, surtout lorsque l'on regarde les résultats obtenus, en particulier sur le SNU. **Nous connaissons votre force de conviction** en la matière, nous espérons pouvoir compter sur votre appui.

Dans la mesure où le coût budgétaire d'une hausse des taux de promotion pour les IJS au regard de leurs effectifs, apparaît comme très faible, dans la mesure où il est absolument nécessaire de "*conserver l'attractivité de ce corps*" et qu'il est constaté "*le haut niveau de responsabilité des postes qu'occupent les IJS*" (courrier du directeur de l'encadrement du 24 octobre 2022), ma requête consiste à solliciter, en urgence, **un remplacement des taux de promotion actuels** par des taux supérieurs, afin de rechercher une convergence rapide avec les taux de nos homologues de l'Éducation nationale ([note argumentaire en pièce jointe](#)).

Comptant sur votre soutien et sur votre **volonté d'initier un agenda social en faveur des IJS**, par l'instauration de réunions périodiques avec votre cabinet, aptes à lever les possibles obstacles technocratiques, tels celui du « guichet unique » et à obtenir, si nécessaire, les arbitrages politiques requis, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération,

Le secrétaire général

Sébastien DARTAI

Monsieur Pap NDIAYE
Ministre l'Éducation nationale et de la Jeunesse
Hôtel de Rochecouart
110, rue de Grenelle
75357 Paris SP 07